



13. 03. 95

Américains et Européens se disputent le fauteuil de directeur de l'Unicef

Genève,
de notre correspondant

L'agence des Nations unies pour l'enfance (Unicef) connaît une grave crise de succession, depuis le décès le 28 janvier de son charismatique directeur James Grant.

Les Américains tentent en effet d'imposer leur candidat, William Foege, ancien responsable du Centre de contrôle des maladies et de la prévention, tandis que les Européens, qui financent la moitié du budget (un milliard de dollars et 6500 employés), font valoir que le poste leur revient de droit. Mais ils sont eux-mêmes fortement divisés, alignant respectivement, Richard Jolly, le Britannique qui assure la direction par interim de l'Unicef, Anne-Marie Lizin, une parlementaire européenne belge, vice-présidente de l'Inter-

nationale socialiste, et Elisabeth Rehn, ex-ministre finlandaise de la Défense soutenue par les pays scandinaves.

Ainsi, pour la première fois depuis la création de l'Unicef, il y a un demi-siècle, aucun consensus sur la nomination du directeur ne semble possible. C'est donc le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, qui va devoir trancher, après avoir consulté le Conseil d'administration, qui pour le moment n'a pas réussi à se mettre d'accord sur un nom. De source onusienne, Boutros-Ghali aurait fait connaître sa préférence pour une candidate féminine.

La bataille pour la succession de James Grant s'inscrit dans le cadre de la lutte pour la répartition des postes clés à la tête des Nations unies. Traditionnellement, les Etats-Unis ont toujours détenu la di-

rection de l'Unicef. Mais les Européens jugent que des Américains sont déjà à la tête du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Les Américains répliquent que les Européens tiennent eux les leviers de commande de l'Unesco et de l'Agence pour l'énergie atomique.

Le contentieux sur l'Unicef intervient alors qu'Européens et Américains se disputent également sur la désignation du futur patron de l'Organisation mondiale du commerce. L'Union européenne entend placer l'Italien Ruggerio, alors que les Etats-Unis, qui défendaient les chances de l'ex-président mexicain Salinas, aujourd'hui retiré de la course, ont fait connaître leur préférence pour un candidat du tiers monde. Dans ce contexte d'affrontement transatlantique, les

deux camps se rejoignent sur un seul point : la critique de la gestion du directeur japonais de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), Hiroshi Nakajima, accusé par ailleurs, d'avoir acheté des voix pour être réélu à son poste.

Mais, surtout, cette « guerre de succession » survient au moment où l'agence connaît le plus grand scandale de son histoire : 16 de ses employés, dont deux ex-directeurs du bureau de Nairobi (Kenya), ont été suspendus pour « malversations » et « fraudes ». Une ou plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) auraient indûment bénéficié de fonds détournés du budget de l'Unicef. L'audit devrait être terminé fin mars. L'affaire est d'autant plus grave qu'elle pourrait remettre en question les méthodes de collaboration entre l'Unicef et les ONG.

Pierre HAZAN